

Tenue à Bruxelles d'une table ronde sur les médias du Burundi

@rib News, 24/03/2016 à € Source Belga Une table ronde réunissant les principaux médias burundais, l'instance de régulation des médias (CNC) et les opérateurs internationaux d'appui aux médias a recommandé jeudi à Bruxelles la réouverture des médias burundais par le gouvernement de Bujumbura alors que le pays est plongé dans une grave crise depuis près d'un an. Deux des sept radios fermées après le coup d'Etat manqué du 13 mai 2015 visant le président Pierre Nkurunziza ont été autorisées le mois dernier à émettre à nouveau par le Conseil national de la Communication. Il s'agit d'Isanganiro et de Rema Télévision-Fm. Mais les autres restent réduites au silence.

Car dans le contexte politique qui prévaut actuellement au Burundi, la presse indépendante du pouvoir politique a été contrainte au silence le plus absolu, a déclaré jeudi le ministre-président de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB), Rudy Demotte, qui était l'un des initiateurs d'un colloque de réflexion tenu mercredi et jeudi au Parlement de la FWB à Bruxelles. Se sentant pour la plupart menacés, près d'une centaine de journalistes burundais ont fui l'étranger, la plupart trouvant refuge dans la capitale rwandaise, Kigali. Ceux qui sont restés à Bujumbura tentent de continuer à travailler, ne font-ils que diffuser de l'information en ligne, mais font l'objet de violences et de pressions constantes. A l'issue de ces deux jours de discussions, un texte de recommandations a été élaboré et présenté à M. Demotte, se chargera de l'adresser directement au gouvernement du Burundi, à l'Union européenne et aux Nations Unies", a indiqué son cabinet dans un communiqué. Parmi les principales recommandations adoptées figurent notamment l'engagement à la réouverture par le régulateur des médias burundais, la lutte contre la haine par les journalistes et la rédaction d'un manifeste commun.